

jeudi 21 Septembre 2017

CP 14/2017

### STRATEGIE LOGEMENT DU GOUVERNEMENT

## LE MODELE ECONOMIQUE ET CULTUREL DU LOGEMENT SOCIAL EN DANGER

Le gouvernement vient d'annoncer Mercredi 20 Septembre 2017 les principales mesures qu'il envisage d'entreprendre dans le cadre de sa stratégie logement pour les prochaines années. Si certaines mesures de bons sens sont à saluer comme les mesures de recentrage des avantages fiscaux sur les zones tendues ou les mesures relatives à la libération du foncier, **La CSF estime que les économies prévues en matière d'aide personnelle au logement sont particulièrement préoccupantes.**

Si La CSF se félicite que la question de la cherté du logement occupe le cœur des débats, elle exprime de vives inquiétudes sur les moyens que le gouvernement entend mettre sur la table pour ne pas déséquilibrer les trésoreries des bailleurs. Il est fort à craindre que le simple allongement des prêts accordés aux bailleurs ne compense pas les pertes à gagner des baisses de loyers imposées aux bailleurs sociaux. **Dès lors, c'est toute la chaîne économique du logement social, de la construction, à la qualité de service, qui pourrait être en grave difficulté.**

La CSF estime juste et nécessaire la maîtrise des loyers afin de protéger le pouvoir d'achat des familles. Néanmoins, cette réforme illustre une nouvelle fois le désengagement financier de l'Etat qui ne souhaite plus assurer son rôle en matière de solidarité nationale. Si l'on veut faire baisser les loyers dans le parc social, et éviter de faire supporter aux générations futures l'inaction d'aujourd'hui, **il est impératif que l'Etat reprenne la main sur le financement du logement social et augmente sa participation au fonds national des aides à la pierre, à hauteur des baisses d'APL envisagées.**

**En outre, les objectifs de vente de logements sociaux affichés par le gouvernement sont une aberration en territoire tendu dans un contexte de pénurie de logements locatifs abordables.** Là encore, le gouvernement réutilise de vieilles recettes qui échoueront pour les mêmes raisons : les locataires n'ont généralement pas les moyens d'acquérir. En outre, la vente d'un patrimoine ancien augmente considérablement le coût des travaux d'entretien, ce qui peut conduire à l'avenir à la multiplication de copropriétés dégradées.

Enfin, il est absurde de vendre du patrimoine locatif pour créer du patrimoine immobilisé. Chaque année, c'est 500 000 emplois qui ne peuvent être pourvus faute de mobilité.

Pour toutes ces raisons, La CSF appelle à la mobilisation contre les mesures d'économies sur le budget du logement et appelle à un retour en force financier de l'Etat dans la future stratégie logement du gouvernement.

**Contacts : Elodie FUMET - Secrétaire Confédérale 01.44.89.86.80**

**Romain BIESSY - Secrétaire Confédéral 06.62.28.56.24**

---

**La Confédération Syndicale des Familles**

**Ensemble pour construire l'avenir au service des familles**

